



CONFÉRENCE DES PARTIES

Quatrième session

Bonn, 11-22 décembre 2000

Point 6 d) de l'ordre du jour provisoire¹

PROGRAMME ET BUDGET

**d) RAPPORT SUR L'ÉTAT DU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR
LES ACTIVITÉS SUPPLÉMENTAIRES DE LA CONVENTION POUR 1999**

Note du Secrétaire exécutif

Additif

TABLE DES MATIÈRES

| | <u>Paragraphe</u> s | <u>Page</u> |
|--|---------------------|-------------|
| I. INTRODUCTION..... | 1 - 3 | 2 |
| II. ÉTAT DU FONDS SUPPLÉMENTAIRE..... | 4 | 2 |
| A. Direction exécutive et administration..... | | 3 |
| B. Appui fonctionnel à la Conférence des Parties et à ses organes subsidiaires, et conseils juridiques..... | | 4 |
| C. Facilitation de l'application et de la coordination dans la région de l'Afrique..... | | 7 |
| D. Facilitation de l'application et de la coordination dans la région de l'Asie..... | | 13 |
| E. Facilitation de l'application et de la coordination dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes..... | | 17 |
| F. Facilitation de l'application dans la région de la Méditerranée septentrionale et autres pays..... | | 21 |
| G. Relations extérieures et informations..... | | 21 |

Tableaux

| | | |
|--|--|---|
| 1. État du Fonds d'affectation spéciale pour les activités supplémentaires au 31 décembre 1999..... | | 2 |
| 2. Utilisation du Fonds supplémentaire par programme..... | | 3 |

¹ ICCD/COP(4)/1.

I. INTRODUCTION

1. Le Rapport d'exécution, qui contient des informations additionnelles sur les activités pour lesquelles des fonds supplémentaires ont été débloqués, doit se lire à la lumière du rapport sur l'examen de la mise en œuvre de la Convention (ICCD/COP(4)/4). Dans le présent rapport on trouvera un bref aperçu des manifestations et activités auxquelles le secrétariat a contribué ainsi qu'une évaluation des résultats obtenus. Ces informations sont accompagnées d'un état des dépenses. Le document est structuré en fonction des principaux programmes, à savoir :

- A. Direction exécutive et administration
- B. Appui fonctionnel à la Conférence des Parties et à ses organes subsidiaires, et conseils juridiques (COPSUBLA)
- C. Facilitation de l'application et de la coordination
- D. Relations extérieures et information.

2. Les activités de facilitation sont présentées par région : Afrique; Asie; Amérique latine et Caraïbes; Méditerranée septentrionale et autres pays.

3. Dans les sections consacrées à ces différentes régions sont récapitulées les activités entreprises aux niveaux national, sous-régional et régional ainsi qu'aux niveaux interrégional et mondial. Il convient de souligner que les activités appuyées par le secrétariat ont souvent été réalisées avec le concours d'autres intervenants et en coordination avec eux en vue d'atteindre les résultats souhaités.

II. ÉTAT DU FONDS SUPPLÉMENTAIRE

4. Dans les tableaux 1 et 2 figurent respectivement des renseignements sur l'état du Fonds supplémentaire et la ventilation des dépenses par programme; ils sont suivis de rapports d'exécution détaillés, par programme.

Tableau 1. État du Fonds d'affectation spéciale pour les activités supplémentaires au 31 décembre 1999
(En dollars des États-Unis)

| Recettes | Montant |
|---|------------------|
| Solde reporté de 1998 | 1 096 020 |
| Intérêts sur les économies réalisées et ajustements apportés aux exercices antérieurs | 486 638 |
| Contributions reçues en 1999 | 3 761 348 |
| Intérêts perçus en 1999 | 39 874 |
| Total des recettes en 1999 | 5 383 880 |
| Total des dépenses effectives en 1999 | 2 839 423 |
| SOLDE^a | 2 544 457 |

^a Dont 2 100 000 dollars engagés pour 2000 et au-delà.

Tableau 2. Utilisation du Fonds supplémentaire par programme

| Programme | Fonds supplémentaire |
|---|-----------------------------|
| Organes directeurs | 0 |
| Direction exécutive et administration | 56 082 |
| Appui fonctionnel à la Conférence des Parties et à ses organes subsidiaires, et conseils juridiques | 402 243 |
| Facilitation de l'application et de la coordination | 1 726 144 |
| Relations extérieures et information | 367 715 |
| Administration et finances | 0 |
| Mécanisme mondial | 0 |
| Total partiel | 2 552 184 |
| Dépenses d'appui aux programmes ^a | 287 239 |
| Total | 2 839 423 |
| Réserve de trésorerie | 382 828 |
| Total général | 3 222 251 |

^a Conformément à la circulaire pertinente de l'ONU (ST/SGB/188, par. 47), une déduction correspondant à 13 % du montant des dépenses effectuées à l'aide de ressources provenant des fonds d'affectation spéciale est opérée au titre de l'appui aux programmes, sauf exception autorisée par le Contrôleur. Le montant de ce prélèvement est calculé à partir du chiffre des dépenses effectives et est crédité à l'ONU.

A. Direction exécutive et administration

Dollars É.-U.

Objet de dépense

| | |
|--|---------------|
| • Assistance sous forme de personnel d'appui temporaire | 56 082 |
| Total pour la direction exécutive et l'administration | 56 082 |

B. Appui fonctionnel à la Conférence des Parties et à ses organes subsidiaires, et conseils juridiques

1. Connaissances traditionnelles

Une réunion du groupe spécial d'experts sur les connaissances traditionnelles s'est tenue à Matera (Italie), en juillet 1999. Trois documents de base ont été établis avec l'aide de consultants.

Les participants à la Réunion ont constaté que les connaissances locales et traditionnelles étaient dynamiques et que toutes les parties prenantes concernées devaient promouvoir le processus d'innovation et de diffusion des informations relatives aux techniques autochtones les plus importantes. Le groupe d'experts a également fait les recommandations suivantes :

- Promouvoir des recherches à vocation concrète dans ce domaine;
- Faciliter la compilation et la diffusion d'information;
- Mettre en place un système d'encadrement et de soutien permettant d'instaurer un dialogue réel entre les différents acteurs;
- Intégrer l'expérience directe des agriculteurs dans ces initiatives.

La Conférence des Parties a adopté les recommandations du groupe d'experts et décidé de le reconduire avec un nouveau mandat.

- | | |
|--------------------------|--------|
| • Consultants et experts | 28 280 |
|--------------------------|--------|

| | |
|---|---------------|
| Total pour les connaissances traditionnelles | 28 280 |
|---|---------------|

2. Systèmes d'alerte avancée

Une réunion sur les systèmes d'alerte avancée en matière de désertification a été organisée à Niamey (Niger), en octobre 1999, en collaboration avec le centre Agrhymet. Une quarantaine d'experts d'institutions, de programmes et d'organisations internationales spécialisés, tels que la FAO, le PNUE, le PAM, et le Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD) ont participé à cette réunion, qui visait à faire mieux connaître les interactions entre la sécurité alimentaire et la désertification ainsi qu'à favoriser la prise en compte de la désertification dans les systèmes d'alerte avancée existants.

- | | |
|------------------------------------|--------|
| • Frais de voyage des participants | 41 720 |
| • Frais de voyage du personnel | 7 080 |

Dollars É.-U.

- Dons au CeSIA (Centro Studi per l'applicazione dell' informatica in Agricoltura) 41 000
- Don à AGRHYMET (Niger) 7 500

Les participants ont recommandé de poursuivre les consultations sur cette question, et d'accélérer la mise en œuvre des systèmes d'alerte avancée sur la désertification. Un certain nombre de questions essentielles appelant un examen approfondi ont été recensées.

Les recommandations ont été approuvées à la troisième session de la Conférence des Parties, qui a décidé de désigner un groupe spécial chargé d'examiner et de dégager plus avant les questions nouvelles liées aux systèmes d'alerte avancée.

Total pour les systèmes d'alerte avancée 97 300

3. Recensement et évaluation des réseaux existants

Le recensement et l'évaluation des réseaux, institutions, organismes et organes existants ont été entrepris par un consortium de 15 institutions sous coordination du PNUE. Ce recensement a abouti à la constitution d'une base de données riche de plus d'un millier d'entrées, dans laquelle sont consignées des informations fondamentales sur les institutions ayant répondu à l'invitation adressée par le consortium.

Le PNUE a soumis le rapport concernant la première phase du recensement à la troisième session de la Conférence des Parties (ICCD/COP(3)/CST/4).

- Don au PNUE 175 000

La Conférence des Parties a pris note du rapport intérimaire sur la première phase du recensement et a prié le PNUE de lui en présenter une mise à jour établie à partir des débats du Comité de la science et de la technologie (CST) à sa troisième session, et des observations écrites des Parties; elle a souscrit à la réalisation d'une deuxième phase devant mettre l'accent sur la sous-région de l'Afrique australe.

**Total pour le recensement et l'évaluation
des réseaux existants 175 000**

Dollars É.-U.

4. Systèmes d'information sur la désertification pour répondre aux besoins en matière de planification dans la région de la Méditerranée

Un atelier interrégional relatif aux systèmes d'information sur la désertification pour répondre aux besoins en matière de planification dans la région de la Méditerranée s'est tenu à Marrakech (Maroc) en novembre 1998.

Les participants sont convenus qu'il fallait améliorer l'échange d'informations sur la désertification entre les pays touchés et ont recommandé de créer un système d'information opérationnel sur la désertification pour répondre aux besoins en matière de planification, susceptible d'être utile à tous les partenaires de la région de la Méditerranée.

- Don au CeSIA 24 000

Des consultations relatives au système d'information sur la désertification pour la région de la Méditerranée (DISMED) ont été menées dans l'optique du lancement d'une initiative interrégionale associant les pays visés à l'annexe IV et les pays de l'Afrique du Nord. Il s'agit de renforcer la capacité des pays méditerranéens à programmer d'une manière efficace des politiques et mesures de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse.

- Services de consultant et frais de voyage du personnel 8 924

**Total pour les systèmes d'information sur
la désertification pour répondre aux besoins
en matière de planification dans la région
de la Méditerranée**

32 924

5. Table ronde interparlementaire

En novembre 1999 a été organisée une réunion de parlementaires, d'une durée de deux jours, à laquelle ont participé 39 parlementaires de 28 pays. Les participants ont adopté une déclaration visant à promouvoir la mise en œuvre de la Convention.

- Frais de voyage des participants 68 739

Total pour la Table ronde interparlementaire

68 739

**Total pour l'appui fonctionnel à la Conférence des Parties et
à ses organes subsidiaires, et les conseils juridiques**

402 243

**C. Facilitation de l'application et de la coordination
dans la région de l'Afrique**

1. Facilitation de l'application au niveau national

1.1 Rapports nationaux

Conformément à la décision 11/COP.1, à sa troisième session (1999) la Conférence des Parties avait à procéder à l'examen des rapports des pays touchés d'Afrique Parties; ces rapports nationaux étaient les premiers à être soumis.

La mise au point d'un guide a facilité le processus d'établissement des rapports nationaux. Les compétences de l'UNITAR ont été mises à profit pour élaborer ce guide, dont la version définitive a été établie à Genève en janvier 1999 lors d'une réunion à laquelle ont participé des représentants des organisations sous-régionales concernées et de plusieurs autres partenaires intéressés.

- | | |
|---|--------|
| • Services de consultant de l'UNITAR | 41 000 |
| • Frais de voyage des représentants des organisations sous-régionales à la réunion préparatoire | 21 748 |

Le guide (ICCD/COP(3)/INF.3) a grandement contribué à la qualité des rapports nationaux soumis à la troisième session de la Conférence des Parties. Tous les pays sauf un ont suivi la présentation proposée, ce qui a facilité l'élaboration de la synthèse. Une version révisée du guide est utilisée par des pays touchés d'autres régions devant présenter leur rapport à la quatrième session de la Conférence des Parties.

L'essentiel de l'assistance au titre de l'établissement des rapports nationaux a été fourni par l'intermédiaire d'institutions sous-régionales, qui ont servi de relais pour l'apport d'un appui financier et technique à des pays de leurs sous-régions respectives. Des ateliers d'information ont été organisés dans toutes les sous-régions.

- | | |
|---|---------|
| • Don au Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) | 105 000 |
| • Don à l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) | 56 100 |
| • Don à la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) | 117 700 |
| • Don à l'Union du Maghreb arabe (UMA) | 39 500 |

Dollars É.-U.

- Frais de voyage du personnel 8 643
- Le secrétariat a apporté une aide, sur leur demande, à des pays qui ne sont membres d'aucune des organisations sous-régionales susmentionnées.
- Assistance financière à Sao Tomé-et-Principe et au Rwanda 6 500
 - Assistance technique aux pays suivants : Burundi, Cameroun, Guinée équatoriale, Madagascar, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe 7 189
- À la demande de plusieurs pays, des consultants ont été recrutés pour fournir des conseils techniques sur l'établissement des rapports nationaux. 23 151

Grâce à l'appui financier et technique apporté, 39 pays touchés d'Afrique Parties sur 52 ont présenté leur rapport en temps voulu à la Conférence des Parties. Trois autres rapports ont été reçus en retard. Les institutions sous-régionales ont joué un rôle essentiel en apportant un appui direct aux pays membres. Les rapports nationaux ont été élaborés en s'inspirant des orientations du guide et en faisant appel aux divers acteurs, ce qui a contribué à sensibiliser davantage les autorités nationales et le grand public aux problèmes liés à la désertification tout en permettant de renforcer la coopération entre acteurs au niveau national. Au niveau international, la présentation des rapports à la troisième session de la Conférence des Parties a également concouru à sensibiliser davantage les partenaires dans le domaine du développement tout en leur apportant des informations complémentaires.

1.2 Sensibilisation

L'établissement des rapports nationaux a favorisé la sensibilisation et renforcé les échanges d'information ainsi que la coopération et les relations entre les différents acteurs. On a aidé les centres de liaison nationaux de la République démocratique du Congo et du Nigéria à organiser leurs séminaires nationaux de sensibilisation. Au Nigéria, le séminaire a en outre donné lieu à la formulation d'un programme d'action national.

- Don à la République démocratique du Congo 8 000
- Don au Nigéria 15 000

L'une des principales activités prioritaires en Afrique a été de sensibiliser les différents acteurs et parties prenantes. Tous les pays Parties ont organisé des séminaires ou des ateliers de sensibilisation ciblant différents groupes, notamment des groupes de femmes, de jeunes, de parlementaires et de hauts responsables gouvernementaux. L'un des principaux effets des campagnes de sensibilisation a été le nombre élevé des ratifications puisque tous les pays d'Afrique sont désormais parties à la Convention.

Dollars É.-U.

1.3 Programmes d'action nationaux

Une assistance technique a été apportée au Burkina Faso et au Tchad pour l'établissement de leurs programmes d'action nationaux respectifs.

- Frais de voyage des conseillers techniques 6 134

Le Burkina Faso a adopté son programme d'action national, dont la mise en œuvre a commencé. Le programme d'action national du Tchad a été validé au cours d'un forum national et est sur le point d'être officiellement adopté par le Gouvernement.

Total pour le niveau national 455 665

2. Facilitation de l'application au niveau sous-régional

Le programme d'action sous-régional pour le Maghreb a été adopté en septembre 1999 à Alger (Algérie), lors d'une réunion qui a rassemblé des représentants des centres de liaison nationaux, d'ONG, d'associations locales des pays membres de l'UMA, ainsi que des scientifiques et des représentants d'organisations régionales et internationales et des partenaires bilatéraux. Les coûts ont été les suivants :

- Don à l'UMA couvrant les frais de voyage des participants, l'établissement des documents et la logistique pour l'organisation de la réunion 50 000
- Frais de voyage du personnel 4 417

Une stratégie pour la mise en route du programme d'action sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest a été définie lors d'une réunion tenue à Lomé (Togo) en mars 1999 et suivie, en octobre 1999, de la réunion de l'un des huit groupes thématiques - sur la gestion intégrée des ressources en eau - qui avait pour objet d'affiner le programme de travail dans ce domaine.

- Don au CILSS 30 000

On a appuyé, par l'intermédiaire de l'IGAD, la formulation d'une stratégie en vue de la finalisation du programme d'action sous-régional pour l'Afrique de l'Est.

- Appui technique à l'IGAD 16 000

On a aidé la SADC à renforcer ses capacités institutionnelles et techniques aux fins de l'élaboration plus avant et de la mise en œuvre du programme d'action sous-régional pour l'Afrique australe.

- Appui technique à la SADC 44 000

Huit projets pilotes transfrontières ont été élaborés, leur objectif étant d'améliorer la gestion des ressources naturelles communes au niveau sous-régional et d'instaurer des conditions favorables à une gestion locale intégrée. Plusieurs pays du Maghreb et du Sahel (Algérie, Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tunisie, notamment) participent à ces projets, exécutés par des communautés locales et leurs associations.

- Projet pilote sur la stabilisation des dunes et la protection contre l'ensablement dans les zones frontalières de l'Algérie et de la Tunisie (Tozeur – Eloued) 16 720
- Projet pilote sur la gestion des ressources en eau communes dans les zones frontalières locales du Burkina Faso et du Mali (Le Beli) 139 056
- Projet pilote sur la promotion de l'agriculture à petite échelle et les stratégies pour le renforcement des capacités dans le domaine de la sécurité alimentaire, en faveur des communautés locales vivant à Tin-Zaouaten entre l'Algérie et le Mali 40 000
- Projet pilote sur l'irrigation à petite échelle et la remise en état des terres dégradées dans la localité de Tamchekett (Mauritanie) 50 000
- Recrutement d'un consultant chargé de soutenir l'élaboration des projets 2 784
- Frais de voyage du personnel 17 734

L'UNESCO et l'ALECSO ont organisé, du 5 au 9 septembre 1999 à Agadir (Maroc), un atelier sous-régional sur le renforcement des capacités pour la conservation de la biodiversité en s'inspirant du concept et des sites du programme L'homme et la biosphère (MAB).

- Frais de voyage du personnel dépêché à l'atelier 1 183

À ce jour, trois programmes d'action sous-régionaux sont en cours d'exécution après adoption; le programme d'action sous-régional pour l'Afrique de l'Est sera finalisé dans le courant de 2000. L'assistance technique fournie a largement contribué à la réalisation de l'objectif assigné aux programmes d'action sous-régionaux puisque tous définissent des domaines prioritaires d'intervention. Les organisations sous-régionales ont été mises à contribution pour veiller à ce que les programmes d'action sous-régionaux

Dollars É.-U.

complètent et appuient les programmes d'action nationaux des différents pays concernés par des questions transfrontières.

Total pour le niveau sous-régional 441 894

3. Facilitation de l'application au niveau régional

Accueillie et cofinancée par le PNUE, la troisième Conférence régionale pour l'Afrique (réunion technique et session ministérielle) préparatoire à la troisième session de la Conférence des Parties s'est tenue à Nairobi (Kenya) du 27 septembre au 1er octobre 1999. Des représentants des centres de liaison nationaux des pays d'Afrique pour la Convention, d'institutions sous-régionales et régionales et d'ONG ont pris part à cette importante réunion qui a permis aux participants d'examiner de manière approfondie les rapports nationaux destinés à la troisième session de la Conférence des Parties. La session ministérielle a rassemblé les ministres africains chargés de l'application de la Convention.

- Frais de voyage de certains participants 19 912
- Frais de voyage du personnel 9 554

Du 23 au 26 mars 1999 s'est tenu à Sadore (Niger) un atelier régional thématique sur les systèmes d'exploitation agricole durables, auquel ont participé des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales africaines ainsi que des représentants d'ONG africaines.

- Frais de voyage des participants 60 696
- Don à l'ICRISAT destiné à couvrir les dépenses locales 10 000
- Frais de voyage du personnel 3 665

Du 20 au 23 juillet s'est tenu à Harare (Zimbabwe) un atelier thématique régional sur le renforcement des capacités et la promotion d'un environnement habitant, qui a rassemblé des institutions spécialisées, des institutions intergouvernementales et des représentants d'ONG africaines.

- Frais de voyage des participants 65 382
- Services de consultant 5 000

Trois profils de pays pilotes sur la désertification ont été réalisés (Kenya, Sénégal, Tunisie) puis présentés à l'occasion d'une séance organisée en parallèle avec la troisième session de la Conférence des Parties. Un grand nombre de pays d'Afrique avait souligné la nécessité d'élaborer de tels profils de pays afin de faciliter l'évaluation des progrès réalisés dans la lutte contre la désertification.

- Services de consultant 34 000

Formulation d'un programme d'action régional et mise en place de l'unité de coordination régionale, dans des locaux de la Banque africaine de développement (BAfD) à Abidjan. Cette unité a entrepris divers travaux et activités, en particulier : préparation d'ateliers régionaux sur certains réseaux thématiques et sur l'établissement des rapports nationaux à soumettre à la Conférence des Parties; participation à des consultations et à des conférences régionales, interrégionales et internationales sur l'application de la Convention et soutien à ces manifestations; appui à l'élaboration du programme d'action régional pour l'Afrique, prévoyant l'établissement de réseaux thématiques.

- Services de consultant et frais de voyage 50 149

Les activités régionales ont débouché, notamment, sur la tenue de sept ateliers thématiques régionaux et sur la désignation par la Conférence régionale pour l'Afrique, réunie à Nairobi, des centres de liaison institutionnels chargés de la coordination, ainsi que sur des recommandations préconisant la mise en place de réseaux thématiques dans les domaines suivants :

- a) Surveillance écologique, cartographie des ressources naturelles, télédétection et systèmes d'alerte avancée;
- b) Promotion de l'agroforesterie et de la conservation des sols;
- c) Utilisation rationnelle des parcours et développement des cultures fourragères;
- d) Gestion intégrée des cours d'eau, lacs et bassins hydrogéologiques internationaux;
- e) Promotion des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et des technologies connexes;
- f) Promotion de systèmes d'exploitation agricole durables.

Total pour le niveau régional 258 358

Dollars É.-U.

4. Facilitation de l'application au niveau interrégional

Le deuxième Forum Afrique/Amérique latine et Caraïbes s'est tenu du 4 au 8 mars 2000 à Tombouctou et Bamako (Mali), son objectif principal étant de définir des activités susceptibles de favoriser la coopération interrégionale aux fins de l'application de la Convention.

| | |
|--|------------------|
| • Élaboration de documents pour le forum | 4 475 |
| Total pour le niveau interrégional | 4 475 |
| Total pour la facilitation de l'application dans la région de l'Afrique | 1 130 392 |

D. Facilitation de l'application et de la coordination dans la région de l'Asie

1. Facilitation de l'application au niveau national

1.1 Sensibilisation

On a soutenu l'organisation de séminaires nationaux de sensibilisation dans quatre pays de la région de l'Asie. Dans certains cas, des conseils techniques ont également été fournis.

| | |
|--------------------------------|--------|
| • Don au Laos | 10 000 |
| • Don à Sri Lanka | 7 400 |
| • Don à l'Indonésie | 8 000 |
| • Don au Pakistan | 10 000 |
| • Frais de voyage du personnel | 3 154 |

Un séminaire de sensibilisation a été organisé à Tallinn (Estonie), dans le but de diffuser de l'information sur le contenu de la Convention, notamment sur les dispositions relatives à la formulation et à l'exécution de programmes d'action aux niveaux national et sous-régional.

| | |
|--------------------------------|-------|
| • Frais de voyage du personnel | 2 315 |
|--------------------------------|-------|

À l'occasion des séminaires susmentionnés, les représentants des principales parties prenantes et des autres parties concernées ont été encouragés à se pencher sur les problèmes et à formuler des idées quant aux solutions envisageables pour lutter contre la désertification.

Des membres du personnel ont participé aux séminaires et fait des exposés sur la Convention, les obligations des Parties à la Convention, et la mise au point de programmes d'action nationaux. Parmi les résultats de ces séminaires figurent les suivants :

- a) Sensibilisation accrue des pays et de leur population aux problèmes de la dégradation des terres;
- b) Sensibilisation accrue à la Convention et prise en charge accrue du processus;
- c) Mise en route et intensification de relations de travail et de coopération entre les différents partenaires au niveau national;
- d) Mise en place d'un tremplin pour l'action ultérieure au niveau national.

1.2 Programmes d'action nationaux

Un appui au titre du processus d'élaboration des programmes nationaux a été apporté à plusieurs pays de la région en vue de l'organisation d'ateliers et séminaires nationaux.

- | | |
|-----------------------|--------|
| • Don au Yémen | 10 000 |
| • Don au Tadjikistan | 34 000 |
| • Don au Kirghizistan | 33 000 |

Cet appui a concouru au renforcement des structures institutionnelles dans les pays bénéficiaires, à l'insertion du processus d'élaboration des programmes d'action nationaux dans le cadre global des plans de développement durable, à la définition de critères pour la surveillance de la désertification et de l'application de la Convention et à la formulation de projets pilotes visant à régénérer des terres arables dégradées. Un des pays bénéficiaires, le Tadjikistan, a établi la version définitive de son programme d'action nationale alors que le Kirghizistan et le Yémen en sont à un stade avancé du processus d'élaboration de leurs programmes respectifs.

- | | |
|--------------------------------|-------|
| • Frais de voyage du personnel | 1 027 |
|--------------------------------|-------|

Un séminaire sur l'observation de la terre aux fins de la gestion de l'écosystème tropical s'est tenu en octobre 1999 au Myanmar, son objectif étant de mettre en place les éléments essentiels à une gestion efficace des terres.

Dollars É.-U.

- Frais de voyage du personnel 698

Total pour le niveau national 119 594

2. Facilitation de l'application au niveau sous-régional

Le Séminaire sur la lutte contre la désertification et sur l'atténuation des effets de la sécheresse dans l'Asie du Nord-Est, tenu à Séoul (République de Corée), a permis de dégager les préoccupations communes et urgentes des pays de la sous-région concernant la désertification, la sécheresse et les tempêtes de sable. Les pays concernés pourraient prendre des initiatives communes dans son prolongement en vue de promouvoir des activités futures en collaboration.

- Appui logistique 4 000

Total pour le niveau sous-régional 4 000

3. Facilitation de l'application au niveau régional

Une série de réunions a été organisée à Beijing, dont les suivantes : a) réunion des centres de liaison de l'Asie; b) réunion de lancement d'un réseau de programme thématique (RPT1); c) atelier afro-asiatique sur les systèmes d'alerte avancée.

Un consultant a participé à l'élaboration de la documentation destinée au RPT1.

- Don à la Chine pour la couverture des dépenses locales 25 000
- Services de consultant et frais de voyage 11 608
- Frais de voyage de 39 participants aux réunions de Beijing 90 668
- Frais de voyage du personnel 3 860
- Traduction et interprétation; établissement des rapports d'atelier 7 000

Les participants à la réunion des centres de liaison de la région sont parvenus à un consensus sur l'établissement des rapports nationaux. Le RPT1 sur la surveillance et l'évaluation a été le premier réseau régional à être lancé au titre de la Convention. L'atelier afro-asiatique sur les systèmes d'alerte avancée a adopté une série de recommandations pour action tendant à promouvoir le recours à des systèmes d'alerte avancée dans la lutte contre la désertification. Cette réunion a, en outre, facilité la coopération interrégionale puisque des experts africains ont participé à la réunion sur le RPT1.

Dollars É.-U.

Les travaux préparatoires et la mise en place d'un deuxième RPT, sur l'agroforesterie et la conservation des sols, ont été lancés en 1999. Un appui a été fourni à l'Inde en vue de l'élaboration de documents de base et des documents d'appui destinés au RPT2, aux fins d'en faciliter la mise en route en mars 2000.

- Don à l'Inde 18 000

Au titre de ce programme on a en outre administré certaines activités en rapport avec l'élaboration d'une nouvelle annexe régionale, concernant l'Europe centrale et orientale.

Total pour le niveau régional 156 136

4. Facilitation de l'application au niveau interrégional

Des membres du Bureau du Coordonnateur spécial pour l'Afrique et les pays les moins avancés (DAES), du FIDA et du secrétariat de la Convention ont participé à une réunion tenue à New York pour se pencher sur les activités consécutives au deuxième Forum sur la coopération entre l'Asie et l'Afrique. Son objet était de contribuer à la mise en œuvre des décisions prises à l'occasion du deuxième Forum ainsi que de mettre en route les préparatifs en vue de la tenue d'un troisième Forum, sous réserve de mobilisation du financement nécessaire.

- Frais de voyage du personnel 3 283

Total pour le niveau interrégional 3 283

5. Facilitation de l'application au niveau mondial

Une réunion préparatoire organisée à Rome en prévision du deuxième Forum des maires a permis de favoriser la prise des décisions finales concernant cette manifestation, laquelle s'est en fin de compte tenue à Bonn, en juin 1999 et a rassemblé 300 participants qui se sont penchés sur les sujets de préoccupation communs à la Convention et au volet local du programme Action 21.

- Frais de voyage du personnel 1 591

Total pour le niveau mondial 1 591

**Total pour la facilitation de l'application et de la coordination
dans la région de l'Asie 284 604**

Dollars É.-U.

**E. Facilitation de l'application et de la coordination dans
la région de l'Amérique latine et des Caraïbes**

1. Facilitation de l'application au niveau national

1.1 Sensibilisation

S'agissant de l'Amérique latine et des Caraïbes, un appui a été fourni en vue de l'organisation de séminaires nationaux de sensibilisation à la Barbade, à la Dominique et à la Jamaïque. Le séminaire national de sensibilisation de la Jamaïque a dû être reporté en raison des intempéries mais a pu se tenir au début de 2000. Un séminaire a en outre été organisé au Costa Rica grâce à un don accordé l'année précédente.

- | | |
|----------------------|-------|
| • Don à la Barbade | 8 000 |
| • Don à la Dominique | 8 000 |
| • Don à la Jamaïque | 8 000 |

Ces séminaires avaient pour but d'encourager les représentants des principales parties prenantes et des autres parties concernées à se pencher sur les problèmes et à formuler des idées quant aux solutions envisageables. Des membres du personnel ont participé à ces séminaires et fait des exposés sur la Convention, notamment sur les questions liées à l'élaboration des programmes d'action nationaux.

- | | |
|--------------------------------|--------|
| • Frais de voyage du personnel | 14 077 |
|--------------------------------|--------|

Parmi les résultats de ces activités, il convient de signaler :

- a) Sensibilisation accrue à la Convention et aux possibilités qu'elle offre de contribuer à la solution du problème;
- b) Mise en route et intensification de relations de travail et de coopération entre les différents partenaires au niveau national;
- c) Mise en place d'un tremplin pour l'action ultérieure au niveau national.

1.2 Sensibilisation

Les séminaires de sensibilisation nationaux susmentionnés ont eu des retombées positives dans d'autres domaines, en particulier celui du renforcement des capacités. Ils ont favorisé la mise en place d'organismes chargés spécifiquement de lutter contre le problème de la dégradation des terres ou, le cas échéant, de dynamiser voire de renforcer les mécanismes existants.

Ces séminaires ont en outre aidé les pays concernés à faire l'inventaire de leurs ressources humaines et à identifier ainsi certains spécialistes auxquels il n'avait pas encore été fait appel pour rechercher des solutions au problème de la dégradation des terres.

Un appui a été fourni à l'unité de coordination nationale d'Haïti, à l'aide de fonds affectés à cette fin l'année précédente.

1.3 Plans d'action nationaux

Dans le prolongement de leurs séminaires de sensibilisation nationaux, la Barbade et la Dominique ont engagé le processus d'élaboration de leurs programmes d'action respectifs visant à faire face au problème de la dégradation des terres.

Total pour le niveau national 38 077

2. Facilitation de l'application au niveau sous-régional

Le projet sous-régional relatif au Gran Chaco a bénéficié d'une assistance qui a permis aux pays participants (Argentine, Bolivie et Paraguay) d'œuvrer de concert à la formulation d'un plan d'action sous-régional global associant toutes les parties intéressées.

- Don au projet relatif au Gran Chaco 57 600

À ce titre, on a organisé une série d'ateliers ayant rassemblé toutes les parties intéressées et on a procédé à l'élaboration de plans concrets tendant à assurer le développement durable de la sous-région. Les fonds ont servi principalement à financer les frais de voyage des participants.

Total pour le niveau sous-régional 57 600

3. Facilitation de l'application au niveau régional

3.1 Cinquième Réunion régionale

Le secrétariat a soutenu l'organisation à Lima (Pérou) en août 1999 de la cinquième Réunion régionale, à laquelle un certain nombre de points importants en rapport avec l'application de la Convention en Amérique latine et dans les Caraïbes, notamment :

- a) Examen de l'application du plan d'action régional;
- b) Échange de vues sur l'élaboration des programmes d'action nationaux;

Dollars É.-U.

c) Élaboration par les pays de la région des rapports nationaux à soumettre à la quatrième session de la Conférence des Parties;

d) Examen des principales questions abordées lors de la troisième session de la Conférence des Parties;

e) Mise en œuvre de projets spécifiques.

La cinquième Réunion régionale a rassemblé 52 fonctionnaires nationaux représentant 19 pays ainsi que 23 représentants de 8 organisations internationales, sous-régionales ou régionales, et des représentants d'organisations non gouvernementales et d'autres secteurs.

- | | |
|------------------------------------|---------|
| • Frais de voyage des participants | 145 820 |
| • Élaboration de documents | 15 000 |

3.2 Unité de coordination régionale

L'unité de coordination régionale a été créée, en application d'une décision de la Réunion régionale de 1997, pour aider à coordonner les activités et fournir si possible une assistance technique au niveau national.

- | | |
|--|--------|
| • Don au bureau de Mexico du PNUE en tant qu'organisme accueillant l'unité de coordination régionale | 24 000 |
|--|--------|

L'unité de coordination régionale a concouru de différentes manières, dont les suivantes, au processus d'application de la Convention :

a) Élaboration d'un plan d'administration pour le réseau DESELAC;

b) Publication d'un bulletin d'information régionale;

c) Élaboration d'un programme de travail et apport d'un appui technique pour la deuxième réunion nationale du réseau mexicain pour la lutte contre la désertification et la dégradation des ressources naturelles (RIOD-MEX), tenue à Mexico du 9 au 10 décembre 1999;

d) Fourniture aux Gouvernements brésilien, chilien et mexicain d'une assistance technique en vue de la définition d'une méthodologie type pour l'élaboration de grands indicateurs quantitatifs de la biodiversité végétale et animale;

e) Fourniture aux gouvernements des pays d'Amérique centrale d'une assistance technique en vue de la formulation et de l'exécution d'un projet relatif à la gestion et à l'aménagement durable (y compris la prévention de la dégradation des terres) des bassins versants prioritaires;

f) Fourniture d'une assistance technique en vue de la mise en œuvre d'un programme pour le développement durable de la région du Gran Chaco Americano;

g) Fourniture d'une assistance technique à la cinquième Réunion régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes tenue à Lima (Pérou) en août 1999.

3.3 Système d'information régional sur la désertification et la sécheresse

Le Système d'information régional sur la désertification et la sécheresse (DESELAC) est une composante majeure du programme d'action régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes; il constitue en particulier un mécanisme d'échange rapide, bon marché et aisé de renseignements entre pays membres.

- Don au bureau de Mexico du PNUE en tant qu'organisme accueillant l'Unité de coordination régionale 20 000

L'assistance fournie a notamment permis d'obtenir les résultats suivants :

a) Achat du matériel informatique nécessaire pour rendre le système opérationnel à partir du bureau de l'unité de coordination régionale à Mexico;

b) Élaboration de plans nationaux pour intégration dans le réseau;

c) Définition d'une stratégie à long terme pour le réseau;

d) Formation du personnel appelé à œuvrer à la conception du réseau et à l'élaboration de la page d'accueil Web du DESELAC.

Total pour le niveau régional 204 820

4. Facilitation de l'application au niveau mondial

Un consultant a été recruté pour élaborer un projet de déclaration pour adoption par la Table ronde interparlementaire organisée dans le cadre de la troisième session de la Conférence des Parties. Adoptée à Recife, cette déclaration tend à favoriser l'application de la Convention.

- Services de consultant et frais de voyage 6 748

Total pour le niveau mondial 6 748

Total pour la facilitation de l'application dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes 307 245

Dollars É.-U.

F. Facilitation de l'application dans la région de la Méditerranée septentrionale et autres pays

1. Facilitation de l'application au niveau national

Un appui a été apporté aux travaux préparatoires engagés par un certain nombre de pays en vue de formuler leurs programmes d'action nationaux respectifs, après consultation entre le secrétariat, des fonctionnaires nationaux, des représentants du secteur privé et des universitaires.

- Frais de voyage du personnel 1 884

2. Facilitation de l'application au niveau régional

En septembre 1999 s'est tenu à Rome un atelier technique des centres de coordination et d'experts de la région de la Méditerranée septentrionale; à cette occasion a été établie la version préliminaire d'un texte devant servir de base à l'élaboration d'un programme d'action régional.

- Frais de voyage du personnel 747

3. Facilitation de l'application au niveau mondial

Le deuxième Forum mondial des maires sur les villes et la désertification s'est tenu en juin 1999 à Bonn. Le Forum a rassemblé de nombreux responsables locaux du monde entier et a ainsi constitué une bonne occasion de sensibiliser à la désertification et de procéder à des échanges de renseignements sur les méthodes et pratiques en matière de gestion durable des terres. Le Forum a adopté un document sur les villes et la désertification.

- Frais de voyage d'un expert 1 272

Total pour la facilitation de l'application dans la région de la Méditerranée septentrionale et autres pays 3 903

Total général pour la facilitation de l'application et de la coordination 1 726 144

G. Relations extérieures et informations

1. Coordination avec les organisations non gouvernementales

Le réseau international d'organisations non gouvernementales sur la désertification et la sécheresse (RIOD) a tenu sa première assemblée mondiale en août 1999 à Dakar (Sénégal). L'organisation Environnement et développement du tiers monde (ENDA TM) a bénéficié d'un soutien financier

Dollars É.-U.

destiné principalement à financer les frais de voyage des participants. Cette assemblée a utilement contribué à un échange de renseignements émanant de diverses régions et permis de mettre en évidence la nécessité pour le réseau de renforcer encore ses liens au niveau national.

- Don à ENDA TM 30 000

Avant la troisième session de la Conférence des Parties, le secrétariat a facilité la tenue d'un atelier préparatoire d'ONG. Une assistance destinée à assurer la logistique et la coordination de l'atelier et à couvrir les frais de voyage des participants a été fournie par l'intermédiaire d'une organisation non gouvernementale brésilienne. Lors de l'atelier, des représentants d'organisations non gouvernementales ont coordonné leur contribution et se sont préparés aux deux séances de dialogue d'une demi-journée prévues dans le cadre du programme de travail officiel de la Conférence des Parties.

- Don à la Fondation groupe Esquel 20 000

Une réunion sous-régionale d'ONG pour l'Afrique du Nord s'est tenue en février 1999 en Algérie. Elle a offert aux ONG d'Afrique du Nord une excellente occasion de faire connaître le processus de la Convention, de procéder à des échanges de vues et de coordonner leurs activités.

- Don à AREA-ED (Association de réflexion, d'échanges et d'action pour l'environnement et le développement de l'Algérie) 30 000

Un atelier d'ONG sur la pauvreté, les femmes et la désertification s'est tenu à Buenos Aires (Argentine); on y a mis en évidence l'importance que revêtait une participation accrue des femmes au processus de la Convention.

- Don à Los Algarrobos (Argentine) 13 000

Plusieurs ONG de pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Mongolie et Turkménistan) ont bénéficié d'un appui destiné à renforcer leurs capacités institutionnelles. Cet appui leur a permis de jeter les bases d'une sensibilisation accrue au processus de la Convention, tout en encourageant la mise en réseau et les échanges d'informations. Cet appui a en outre aidé les organisations non gouvernementales à préciser leur apport au processus d'élaboration des programmes d'action nationaux et favorisé dans le même temps le recours à des méthodes éprouvées de lutte contre la dégradation des terres.

- Don à l'ONG Alma Ata (Kazakhstan) 14 000

- Don à Aleyne (Kirghizistan) 10 000

Dollars É.-U.

- Don à IEAW Orient (Kazakhstan) 9 500
- Don à l'ONG Socium (Kirghizistan) 10 000
- Don au Club écologique (Turkménistan) 10 000
- Don au Centre pour le développement et l'environnement (Mongolie) 10 000

Un appui a été fourni pour faciliter la participation de 27 représentants d'organisations non gouvernementales à la troisième session de la Conférence des Parties. Chacun de ces participants a de plus bénéficié d'une aide pour lui permettre de participer à l'atelier d'ONG préparatoires à la Conférence.

- Participation d'ONG à la troisième session de la Conférence des Parties 143 238

Le secrétariat a en outre facilité la participation de représentants d'ONG à de nombreuses réunions intergouvernementales aux niveaux régional ou sous-régional, notamment les suivantes :

- Atelier afro-asiatique sur les systèmes d'alerte avancée, tenu à Beijing (Chine) en juillet 1999;
- Deuxième Réunion des centres de liaison nationaux des pays d'Asie pour la Convention et Réunion de lancement du réseau régional pour l'Asie de surveillance et d'évaluation de la désertification, tenues à Beijing (Chine) en juillet 1999;
- Cinquième Réunion régionale pour l'Amérique latine tenue à Lima (Pérou), en août 1999.

Lors de la troisième session de la Conférence des Parties ainsi que lors des autres réunions précitées les représentants d'ONG ont efficacement contribué à sensibiliser davantage aux problèmes rencontrés par les communautés locales et aux approches en matière de lutte contre la désertification et la dégradation des terres. En tant que relais pour la diffusion des informations communiquées lors de ces réunions, ces ONG ont en outre un rôle crucial à jouer dans la promotion de la participation de la base et du recours aux meilleures pratiques aux fins de l'application de la Convention.

Total pour l'appui aux activités des ONG 299 738

2. Information

- Réimpression et reliure des dossiers d'information sur la Convention 38 384
- Traduction des dossiers d'information 10 588

Dollars É.-U.

Lors de la troisième séance de la Conférence des Parties, les participants ont reçu une pochette souvenir contenant des articles fabriqués en collaboration avec des coopératives de femmes brésiliennes et un groupe espagnol s'occupant de foires commerciales. L'ensemble de cinq cartes de vœux réalisées par des artistes et des insignes de la Convention ont en outre été distribués aux participants à la Conférence des Parties.

- 3 000 pochettes, 3 000 ensembles de cartes, 4 000 insignes 19 005

Les activités d'information ont permis de favoriser l'accès du public à l'information pertinente relative à la Convention. La documentation diffusée a eu un effet éducatif et a permis de sensibiliser davantage le public, ainsi que de promouvoir et de favoriser un dialogue intersectoriel et interrégional tout en faisant prendre conscience davantage du problème de la désertification, de sa dimension mondiale, et des relations qu'il entretient avec d'autres questions d'ordre social ou environnemental, en particulier la diversité biologique et les changements climatiques.

Total pour les activités d'information 67 977

Total pour les relations extérieures et l'information 367 715
